

Unité départementale de la Manche
2, rue Saint Sever
Cité administrative
BP 86002 – Cedex
76032 Rouen

Saint Lô, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



LA FLORENTAISE

54 rue de Fresnes
50500 BAUPTE

Références : SB-2022-50-134

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté 54 rue de Fresnes 50500 BAUPTE. L'inspection a été annoncée le 24/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est une visite de suite de l'incendie qui est survenu le 3 mai sur la tourbière à Saint Anne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- 54 rue de Fresnes 50500 BAUPTE
- Code AIOT dans GUN : 0005307466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Florentaise exploite une tourbière sur la commune de Gorges afin de produire des supports de culture (terreux, amendements).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi environnemental et suivi de la remontée des niveaux d'eau
- Gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12	/	Sans objet
Plan d'action environnemental pour la réhabilitation du site	AP Complémentaire du 20/02/2015, article 7	/	Sans objet
Suivi de la remontée des eaux	AP Complémentaire du 20/02/2015, article 6	/	Sans objet
Suivi faune flore	AP Complémentaire du 20/02/2015, article 8	/	Sans objet
Suivi incendie du 3 mai	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 14	/	Sans objet
Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fait un suivi régulier des ses installations. les documents qui n'étaient pas disponibles ou non à jour lors de la visite ont été transmis rapidement à l'inspection (suivi piézométriques, courbe de remontée des eaux, plan d'exploitation).

Concernant la remontée des eaux, le démantèlement des voies ferrées qui menaient aux casiers les plus éloignés est en cours. Ces travaux ne pouvant se faire qu'hors d'eau, la courbe prescrite n'est donc pas suivie mais les travaux devant être terminés courant l'été et le matériel évacué, la remontée des eaux reprendra pour rattraper le niveau autorisé.

Concernant la lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à jour ses procédures pour prendre en compte les circonstances de l'événement survenu début mai.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, suivi exploitation carrière
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. <p>Les surfaces exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau des différentes zones sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation sous format numérique mais ce dernier n'est pas mis à jour annuellement. L'exploitant s'est engagé lors de la visite à le mettre à jour et à le communiquer à l'inspection. Le plan à jour a été transmis à l'inspection le 3 juin 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'action environnemental pour la réhabilitation du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : ARTICLE 7 : Dans la continuité du bilan intermédiaire élaboré en 2014, un plan d'action environnemental pour la réhabilitation de la tourbière est établi et mis en œuvre par l'exploitant. Ce plan établit un programme d'actions de connaissance et de gestion du patrimoine naturel du site ayant pour objectifs, ceux à long terme présentés par le bilan intermédiaire 2014, et notamment : <ul style="list-style-type: none">• la restauration de milieux accueillant l'avifaune nicheuse, migratrice et hivernante, et qui existait avant la remontée du niveau d'eau, notamment les roselières ;• le maintien des populations de plantes protégées, et plus généralement de la flore turficole d'intérêt patrimonial ;• le maintien des habitats et des espèces reconnues d'intérêt patrimonial Les actions envisagées dans ce programme comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">◦ la poursuite des actions initiées par le plan d'actions 2006-2011 figurant dans le bilan intermédiaire 2014,◦ le réaménagement des casiers restant hors d'eau à terme (remodelage des pentes des berges, connexion des casiers entre eux, mise en place d'îlots, etc.).◦ l'accompagnement de la migration des espèces végétales protégées, et si nécessaire leur déplacement. Ce plan d'actions doit être réalisé en tenant compte des avis de la mission scientifique et approuvé par le comité de suivi. Il comprend un plan de l'état final de remise en état du site. Il est communiqué dans un délai de 18 mois à compter de la signature du présent arrêté à la préfecture de la Manche et à l'inspection des installations classées. Sa mise en œuvre fait l'objet d'une présentation annuelle à la mission scientifique et au comité de suivi.
Constats : Le plan d'actions a été établi en 2016 et sa version v3 date de début 2018. Un suivi annuel des actions de ce plan est réalisé (sauf en 2021). La dernière présentation du suivi du plan d'action environnemental au comité scientifique a eu lieu le 13 mars 2020. En 2021, il n'y a pas eu de réunion du comité scientifique en raison de la situation sanitaire. L'exploitant a précisé que la prochaine présentation de la mission scientifique aura lieu en septembre prochain.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de la remontée des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2015, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : ARTICLE 6 : Remontée des eaux Les schémas annexés à l'arrêté du 29 décembre 2006 susvisé présentant les courbes prévisionnelles de remontée des niveaux d'eau dans les différents casiers du site sont remplacés par le graphe annexé au présent arrêté. Afin de mesurer le positionnement de la nappe perchée et ses fluctuations saisonnières, l'exploitant procède à un suivi trimestriel des niveaux piézométriques à partir des 5 piézomètres implantés sur le site conformément au plan de repérage annexé au présent arrêté. Les résultats de ce suivi piézométrique font l'objet d'une synthèse et analyse communiquée annuellement à la mission scientifique instituée par l'article 42 de l'arrêté du 29 décembre 2006 susvisé.
Constats : Le dernier document de suivi graphique de la remontée des eaux figure dans le rapport de suivi du plan d'action de 2020. L'exploitant indique que le niveau de l'eau est un peu en dessous de la courbe prescrite en raison des travaux en cours sur le démantèlement de la voie ferrée. L'exploitant réalise un suivi régulier des niveaux piézométriques. L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, dans un délai court : <ul style="list-style-type: none">- Un graphique à jour de la situation de la remontée des eaux ;- Un calendrier des travaux (dont le démantèlement de la voie ferrée) qui nécessitent une maîtrise du niveau d'eau temporaire justifiant une remontée plus lente mais provisoire, des niveaux d'eau ;- les relevé piézométriques de ces 3 dernières années. Ces éléments ont été transmis à l'inspection le 3 juin. <i>Il est demandé à l'exploitant de tenir l'inspection informée de l'avancement des travaux de démantèlement et de remontée effective des eaux à l'issue de ces travaux.</i>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi faune flore

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2015, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : ARTICLE 8 : Suivi faune et flore L'exploitant fait réaliser des suivis annuels de la flore et de la faune présentes sur le site. Les résultats et l'analyse de ces suivis sont présentés à la mission scientifique chaque année. Les suivis réalisés au cours des 18 mois à compter de la signature du présent arrêté contribueront à l'élaboration du plan d'action prévu en article 7 du même arrêté. Une fois ce plan d'action arrêté, ces suivis seront conformes aux objectifs fixés par le plan d'actions prévu en article 7 du présent arrêté.
Constats : Les suivis faune flore sont réalisés un fois par an. La dernière visite de l'écologue a eu lieu le 19 avril 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi incendie du 3 mai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : ARTICLE 14 : ACCIDENTS OU INCIDENTS Tout accident ou incident intéressant la sécurité ou la salubrité publiques ou du personnel doit être porté immédiatement à la connaissance du préfet et de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de la Manche. Par ailleurs, l'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais. L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par mail du 4 mai 2022, de la survenue d'un incendie au sud de la Tourbière (St Anne). Cet incendie a commencé le 3 mai vers 14h. L'exploitant a mis en œuvre des moyens d'extinction et effectué des pare feux afin de limiter la propagation. Le 4 mai, il a procédé à la détection des points chauds résiduels. L'incendie consistait en un feu de broussailles. Les pompiers ont été prévenus dans un second temps, se sont rendus sur le site mais ne sont pas intervenus (accès très difficile et maîtrise de la situation par l'exploitant) L'origine de l'incendie est due à un point chaud qui se serait enflammé. Les conditions météorologiques (temps sec et chaud et vent fort) et les herbes asséchées sur cette zone ont facilité la propagation de l'incendie sur environ 3 hectares. Le rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer a été réalisé et transmis le 6 mai. <i>L'exploitant doit maintenant, dans les meilleurs délais, programmer les actions qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent (révision de l'analyse des risques, adaptation des consignes, et.)</i>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : 35.3 - L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine. Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais. 35.4 - La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations. L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable. 35.5 - Les moyens de secours sont signalés, leur accès dégagé en permanence, ils sont entretenus en bon état de fonctionnement. 35.6 - L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Celui-ci est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours. L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation,...) en cas d'incident grave ou d'accident. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux. 35.7 - Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 30 mai 2022 par l'APAVE (ensemble des installations site et local du transformateur de la tourbière). Les moyens de lutte sont situés sur le site de traitement et sont en état de fonctionnement. La dernière vérification périodique des extincteurs du site, par une société certifiée, date du 4 décembre 2021. Un exercice incendie est réalisé annuellement sur le site de traitement. Les consignes de sécurité sont établies et connues du personnel. Les consignes devront néanmoins faire l'objet d'une révision pour tenir compte du retour d'expérience suite à l'incendie du 3 mai.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet